26 mai 2024

La Banque mondiale présente sa recette pour atteindre le zéro net d'émissions de GES par l'alimentation

La Banque mondiale a une longue expérience dans le domaine de la conception de recettes et de la recommandation de bonnes pratiques. Dans le passé, elles ont eu des destins et des efficacités diverses.[1]

La « nouvelle » recette de la Banque mondiale

Un nouveau livre de recettes portant sur l'alimentation nous a mis l'eau à la bouche. Il s'intitule « Recette pour une planète vivable : Atteindre le zéro net d'émissions dans le système alimentaire » (Recipe for a Livable Planet: Achieving Net Zero Emissions in the Agrifood System) (disponible uniquement en anglais).

D'emblée, les objectifs poursuivis sont clairs : il s'agit de réduire d'un tiers les GES d'origine anthropique en sécurisant l'offre de produits alimentaires, en rendant le système alimentaire plus résistant au changement climatique et en

[1] On se souviendra en particulier des recettes libérales de l'ajustement structurel (en collaboration avec le FMI) et des stratégies de réduction de la pauvreté qui devaient permettre aux « pays en développement » de sortir du sous-développement et à leur population de la pauvreté [lire ici et ici].

s'assurant que les personnes vulnérables ne souffrent pas de cette transition [lire p. xxi – en anglais].

La méthode est, elle aussi, très claire : puisque les GES alimentaires proviennent de l'ensemble des pays (les trois quarts étant émis par des pays à revenu faible et intermédiaire), c'est la totalité des pays du monde qui devraient participer à cette transition en adoptant une approche systémique portant autant sur l'agriculture que sur l'ensemble les activités liées à l'alimentation.

Il s'agit donc de réduire les émissions de GES, et de profiter de l'énorme opportunité qu'offre le système alimentaire de lutter contre le changement climatique en fixant le carbone dans le sol et dans les écosystèmes.

En suivant la recette proposée par la Banque mondiale, les auteurs annoncent qu'il serait possible de diminuer de moitié les GES alimentaires d'ici 2030 et de réaliser le zéro net d'ici 2050. Pour cela, il faudrait investir 260 milliards de dollars par an (soit une multiplication par 18 du montant investi à l'heure actuelle).[2] Une partie des ressources à investir pourrait être mobilisée en réaffectant des subventions ayant un effet négatif sur l'environnement.[3]

Les recommandations faites par les auteurs du rapport sont différenciées selon le niveau de revenu des pays :

- pour les pays riches, il faudrait
  - développer les énergies renouvelables ;
  - fournir un appui financier et technique aux pays pauvres et à revenu intermédiaire dans leur effort de réduire leurs émissions de GES ;
  - diminuer l'impact de la consommation de leur population en intégrant dans les prix des divers produits alimentaires leur coût environnemental et sanitaire et en réaffectant les subventions alimentaires vers des produits causant moins d'émissions.
- Pour les pays à revenu intermédiaire, il s'agirait
  - de réduire les émissions de GES en diminuant la déforestation et en adoptant des techniques de production telles que l'agroforesterie ;
  - d'utiliser les possibilités de réduction des émissions de méthane par les animaux d'élevage et les rizières, et d'améliorer le stockage du carbone dans le sol en adoptant des techniques culturales adaptées ;
  - de diminuer les émissions de GES dans la production d'engrais, les pertes et le gaspillage, et au niveau de la consommation des ménages.
- Pour les pays à revenu faible, il serait nécessaire
  - de réduire la déforestation et d'améliorer la gestion de la forêt ;
  - de participer aux marchés du carbone pour préserver les forêts et la biodiversité, et de développer des emplois ;
  - d'améliorer les techniques de production agricole, notamment en adoptant l'agroforesterie.

---

[2] Pour placer ce chiffre dans un contexte plus large, lire notamment ici p.1-2 et ici.

[3] Comme par exemple des subventions sur les énergies fossiles [lire p. 4-6].

Pour traduire ces idées dans la réalité, les auteurs du rapport recommandent le recours au numérique, le développement et l'utilisation des innovations technologiques et la mobilisation des institutions aux niveaux international, national et local.

Que penser de cette nouvelle recette et de la réflexion qui la sous-tend ?

Les recommandations faites par le rapport reprennent largement des idées qui ont déjà été avancées par d'autres institutions et auteurs. Ici, elles sont particulièrement bien documentées, mais elles manquent d'originalité et la valeur ajoutée du rapport se limite finalement à la validation de ces solutions par la Banque mondiale.

D'un point de vue positif, on peut néanmoins se féliciter de ce que les auteurs affirment très clairement qu'agir sur le système alimentaire mondial est crucial pour éviter un dérèglement aggravé du climat et ses conséquences dramatiques. Pour eux, l'investissement à faire est pleinement justifié, et rien que cela constitue une bonne nouvelle.

On constate également un progrès notable par rapport à la pratique passée de la Banque, car les recommandations ne sont pas universelles, mais distinguent, cette fois-ci, différentes situations, même si cette différenciation reste assez rudimentaire et est, somme toute, d'une opérationnalité relativement limitée.

D'un point de vue négatif, on regrettera que les auteurs fondent certaines de leurs recommandations sur un mode de raisonnement trop étroit qui repose en grande partie sur des hypothèses de travail qui refusent d'envisager les transformations profondes véritablement nécessaires pour arriver aux objectifs qu'ils se sont fixés. En ce sens, leur affirmation que leur rapport constitue le premier cadre stratégique exhaustif permettant de limiter l'impact du système alimentaire mondial sur le climat, semble exagéré, puisqu'il évite d'aborder certaines questions stratégiques fondamentales qui devraient être traitées si l'on entend avancer des solutions opérationnelles convaincantes.

Un exemple illustre comment la réflexion menée par les auteurs se refuse à envisager certains changements indispensables dans le mode de fonctionnement de l'économie mondiale pour atteindre les objectifs qu'ils se sont donnés. Ainsi, ils affirment, en s'abritant derrière un rapport de la Commission européenne [lire en anglais] que :

> « réduire les engrais et adopter une agriculture biologique réduirait les émissions de 15 %, mais pourrait également réduire la production agricole de 5 %, augmenter les prix alimentaires de 13 % et le coût d'un régime alimentaire sain de 10 % » (pages xxxi et xxxii).

Un tel choix stratégique repose cependant sur deux hypothèses implicites très contestables :

1. Que le mode de consommation alimentaire resterait inchangé dans l'avenir, et, notamment, que la consommation de produits animaux ne serait pas réduite (cela fait pourtant explicitement partie des recommandations faites dans le rapport) – or on sait que la production animale consomme, au niveau mondial, près de la moitié de la production de grains et la transforme de manière très inefficace en nourriture.
2. Que la productivité de l'agriculture biologique (ou plus largement de l'agroécologie – même si ce terme n'est pas évoqué à cet endroit) n'évoluerait pas à l'avenir, alors qu'il est plus que probable que cette productivité pourrait augmenter fortement pourvu qu'une infime partie des 260 milliards de dollars par an qui devraient être mobilisés, selon leur stratégie (voir ci-dessus p.2), soit allouée à la recherche dans ces domaines.

Évidemment, l'abandon de ces hypothèses implicites enlèverait toute crédibilité à l'affirmation faite, ce qui menacerait des intérêts très puissants :

- ceux des entreprises de production industrielle de produits animaux, qui sont encore, on l'a vu dans un article récent de lafaimexpliquée [lire p.6-7], vigoureusement soutenues par le secteur de la finance, ainsi que
- ceux des grandes compagnies du secteur agroalimentaire (y compris les entreprises productrices d'engrais) qui, par la privatisation effective de la recherche agricole et alimentaire, ont pris un contrôle presque total de l'innovation technologique, l'orientant vers des innovations qui doivent avant tout permettre aux entreprises qui les produisent de renforcer leur pouvoir et d'accumuler davantage de profits, plutôt que de favoriser l'intérêt général [lire p.11] tel que le prétendent leurs outils de communication[4].

En ce sens, la réflexion stratégique menée dans le rapport de la Banque mondiale ressemble fort à une simple projection du présent dans un cadre dont seuls certains éléments sont autorisés à changer, les autres – probablement parce qu'ils touchent aux questions de pouvoir, d'intérêts et donc de politique – devant rester inchangés[5].

Dans la partie du rapport présentant la méthode de travail adoptée par les auteurs [lire p.6 à 10, en anglais], il est symptomatique de voir que le système alimentaire est décrit comme un ensemble d'activités (production, transformation, stockage, etc.), de résultats (emplois, sécurité alimentaire, biodiversité, etc.) et de moteurs (démographie, croissance économique, technologies, etc.), dans lequel on ne trouve aucune trace des acteurs (agriculteurs, entreprises, consommateurs, États, notamment) et des relations de pouvoir qui les gouvernent. Le système alimentaire est vu comme une espèce d'énorme mécanique qui tournerait « naturellement », vide de toute humanité.

---

[4] Voir quelques exemples ici, p.5.

[5] Lafaimexpliquée a eu l'occasion de montrer que selon les limites du cadre d'analyse adopté, on abouti à des résultats différents et parfois contradictoires [lire ici p.2 et suivantes et ici].

On ne peut donc pas vraiment s'étonner qu'avec une telle conception du monde, les solutions aux problèmes se trouvent, pour les auteurs, dans la technologie et l'innovation, les institutions et leur gouvernance ne servant, somme toute, que pour lubrifier les rouages de la mécanique.

Mais en se fiant à la technologie et à l'innovation pour résoudre les défis, les auteurs du rapport remettent largement les clés de la machine entre les mains de ceux-là mêmes – les grandes entreprises de l'agroindustrie – qui les ont créés. En ce sens, ils semblent faire partie de ceux qui pensent que la meilleure manière de sauvegarder la biodiversité d'un parc national est de demander aux braconniers d'y jouer le rôle de gardes forestiers !

Or, comme le disait le dernier rapport de la FAO sur l'avenir de l'alimentation,

> « Les innovations technologiques sont une partie de la solution, à condition que les technologies et approches nouvelles soient aussi accessibles aux plus vulnérables » [lire p.xxiv]

En effet, on voit mal comment dans une vision du monde telle que celle présentée dans le rapport de la Banque mondiale, on pourrait assurer la réalisation de l'objectif mentionné ci-dessus (p. 2) stipulant « que les personnes vulnérables ne souffriront pas de cette transition ». Au contraire, elle semble être une recette pour augmenter encore l'exclusion [lire] des plus faibles.

Dans le chapitre 4 du rapport, consacré aux actions à mettre en œuvre, les acteurs font, malgré tout, leur apparition. L'investissement est remis entre les mains des États, des entreprises et de la finance, et leur caractère responsable sous le contrôle des diverses alliances [lire p.2] et des organismes de certification, sur lesquels les lecteurs de lafaimexpliquée ont déjà eu l'occasion de se faire une opinion [lire].

Les politiques et les incitations sont l'œuvre des États et dirigées vers les acteurs économiques, et l'inclusion demandera que « les gouvernements et la société civile doivent travailler ensemble pour s'assurer que la transformation du système alimentaire soit équitable, inclusive et juste », ce vœu étant illustré par une série d'exemples présentés pêle-mêle dont on a du mal à tirer une quelconque leçon pratique ou des principes clairs. Quant à la gouvernance, elle apparaît à peine, en filigrane du texte, et surtout dans les titres des ouvrages de la longue liste bibliographique.

Mais là encore, tout ce qui a trait aux relations entre acteurs a été remisé dans les placards de la réflexion.

Conclusion

Le rapport de la Banque mondiale revu ici présente une masse d'informations très intéressantes et utiles pour mieux comprendre les relations entre l'alimentation et le climat. Les auteurs ont bien pris connaissance de la littérature scientifique et institutionnelle disponible.

Cependant, il faut regretter que le travail de prospective mené dans ce rapport comporte des lacunes considérables. La recette qu'il a produite pour l'usage du monde, si elle était mise en œuvre dans la réalité (et la Banque mondiale dispose probablement encore des ressources pour le faire dans une large mesure), risque de ne pas rencontrer plus de succès que les recettes de l'ajustement structurel et de la libéralisation économique dans le passé, car elle ne tient pas véritablement compte des aspects de pouvoir et de domination qui, s'ils ne sont pas remis en cause, maintiendront le système alimentaire mondial sur la voie qu'il emprunte depuis plusieurs décennies, à savoir, une voie qui sape sa durabilité économique et environnementale et génère sans cesse des inégalités accrues [consulter notre page thématique sur les inégalités].

———————

Pour en savoir davantage :

- Sutton, W.R., A. Lotsch and A. Prasann, Recipe for a Livable Planet: Achieving Net Zero Emissions in the Agrifood System (2024), Agriculture and Food Series, World Bank, 2024 (en anglais).
- FAO, L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture: Moteurs et déclencheurs de transformation – Résumé, FAO Rome, 2023.

Sélection d'articles sur lafaimexpliquée liés au sujet :

- En dépit des énormes coûts économiques et sociaux résultant de la dégradation de l'environnement, notre manière d'investir ne change guère, 2024.

- Opinion : Des marchés du carbone biaisés, faussés et discrédités par Jomo Kwame Sundaram, 2024.
- Opinion : 'Viande naturelle' et fantasmes futuristes ? par Maria Grazia Quieti, 2024.
- La « transition agricole et alimentaire » est en cours – Neuf changements nous indiquent vers quel monde elle nous mène, 2023.
- L'emprise des intérêts privés sur la gouvernance mondiale de l'alimentation et ses mécanismes, 2023.
- Entreprises responsables ou verdissement affiché? L'industrie de la certification au service des multinationales, 2021.
- Exclusion, 2013.

Principaux thèmes liés à cet article : Avenir de l'alimentation, Climat et alimentation, Gouvernance, Inégalités, Multinationales et leur image et Pouvoir.